

# Mieux comprendre les relations internationales à l'heure de la mondialisation

Claude Gauvreau

Reconnu internationalement comme l'un des grands chercheurs dans le domaine des études stratégiques, Albert Legault a enseigné plus de 30 ans à l'Université Laval avant de venir s'établir à l'UQAM, il y a quelques semaines, afin de diriger la nouvelle Chaire de recherche du Canada en relations internationales. «Évidemment je quitte Laval avec une certaine nostalgie. Toutefois, de nouveaux défis m'attendent à Montréal qui est non seulement ma ville natale mais aussi un point de transit important entre Washington et l'Europe.» À la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM, où il compte de nombreux amis, Albert Legault a l'intention de travailler étroitement avec les différentes unités de recherche. «Par le passé, mes projets de recherche ont toujours eu un caractère rassembleur et intégrateur et je vais poursuivre dans cette voie.»

Ce spécialiste des questions du maintien de la paix est membre de la Société Royale du Canada depuis 1977 et de l'Ordre du Canada depuis 2000. Au début des années 70, il publie notamment *Le Feu nucléaire* qui devient rapidement un classique sur la dissuasion nucléaire. Quelques années plus tard, il fait paraître un imposant dossier sur le désarmement qui est accueilli comme un outil indispensable pour comprendre la Guerre froide. Albert Legault a également agi à titre de conseiller particulier pour le ministère de la Défense nationale, ainsi qu'auprès de la délégation canadienne lors de sessions extraordinaires de l'ONU sur le désarmement. En 1997, à la demande du premier ministre Chrétien, il produit le rapport intitulé *Les Forces armées canadiennes : pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle*. La problématique de la dérive continentale entre le Canada et les États-Unis, les liens transatlantiques, les rapports entre les grandes puissances, le règlement et la prévention des conflits, ainsi que l'«après-11 septembre», comptent parmi les nombreux projets d'étude de ce chercheur à la curiosité insatiable.

**Le Canada : quel rôle, quels intérêts?**

Albert Legault s'intéresse tout particulièrement à la politique étrangère du Canada et aux problèmes de défense. Selon lui, le Canada doit redéfinir les principes de base de sa coopération économique et politique avec son voisin et ce dans un contexte où la fin de la Guerre froide a provoqué une remise en question des institutions civiles et militaires. «On sait que l'intégration technologique des systèmes militaires canado-américains est déjà très poussée. Mais la décision canadienne d'envoyer des soldats combattre aux côtés des Américains en Afghanistan soulève la question de jusqu'où doit aller l'interopérabilité militaire entre les forces des deux pays.» Quel est le noyau dur de la souveraineté canadienne? s'interroge M. Legault. Quels sont les domaines où le Canada ne doit pas faire de concessions? Que signifie être Canadien à l'heure de la mondialisation? Voilà des sujets d'étude qui, à ses yeux, vont devenir de plus en plus importants pour quiconque s'intéresse à la politique étrangère du Canada. «Dans l'ensemble, il importera d'examiner les effets de la mondialisation sur les relations bilatérales canado-américaines. La mondialisation est-elle un obstacle ou un catalyseur dans les tentatives du Canada de se démarquer des États-Unis?»

Par ailleurs, sur le plan international, le rôle du Canada comme puissance moyenne s'est considérablement effacé, soutient M. Legault. «La première difficulté, c'est que le Canada est parfois perçu à l'étranger comme un pays ayant plus d'influence qu'il n'en a en réalité. C'est le cas en Asie et en Afrique où ses politiques d'aide ont eu un certain impact. Deuxièmement, il a peu de crédibilité auprès des puissances industrielles européennes et du Japon qui le considèrent comme un allié trop proche des États-Unis. Il y a là un clivage difficile à combler.» Selon des études réalisées par le Conseil privé canadien, ajoute-t-il, il n'est pas certain que le Canada fasse encore partie, en 2025, des 20 premiers pays industrialisés. «Mais si le Canada obtient encore une reconnaissance à l'étranger, explique M. Legault, c'est dû en grande partie à ses politiques distinctes de celles des Américains en matière de santé, de droits de la personne, de sécurité humaine et environnementale, ou de justice.»



Photo : Andrew Dobrowskyj

M. Albert Legault, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en relations internationales.

## De nouveaux problèmes de sécurité

L'impact de la mondialisation sur la sécurité et l'avenir du maintien de la paix constitue un autre de ses axes de recherche. «Ma thèse fondamentale, explique-t-il, est que certaines institutions se sont beaucoup mieux adaptées que d'autres au changement. Dans le domaine de la sécurité, l'OTAN, en passant d'une alliance purement militaire à un organisme de prévention et de gestion des conflits, s'est adaptée beaucoup plus rapidement que les institutions économiques internationales comme le FMI ou la Banque mondiale. Celles-ci, qui pendant longtemps ont été les exportatrices de l'idéologie néolibérale, se retrouvent aujourd'hui sous le feu des critiques de la société civile.»

Par ailleurs, M. Legault considère que la sécurité, malgré la mon-

dialisation, devient de plus en plus «sélective». Selon lui, le fait que les États-Unis n'aient tendance à intervenir que lorsqu'ils sentent leurs intérêts menacés, et le fait que l'ONU ait perdu le monopole des opérations du maintien de la paix, ont favorisé l'émergence de puissances régionales et de nouveaux États leaders. «C'est le cas en Europe avec la Grande-Bretagne et aussi en Afrique avec le Nigéria et l'Afrique du Sud. Cela entraîne une forme de démondialisation des problèmes de sécurité. Le seul qui ait réussi à uniformiser les problèmes de sécurité et à souder ensemble les puissances industrielles, c'est Oussama Ben Laden.» Faudrait-il alors parler de mondialisation de la terreur? À ce sujet, Albert Legault demeure prudent. «Tout le monde parle de l'avant et de l'après 11 septembre. Je pense que l'on exagère la portée à long terme de ces événements et je doute que l'on puisse répéter ce genre d'opération, du moins dans un avenir

rapproché. Évidemment, on ne peut jamais être assuré contre tous les risques. Il faut de plus éviter de sacrifier les libertés civiles au nom de la lutte contre le terrorisme.»

Tout en reconnaissant la nécessité de s'attaquer aux inégalités les plus criantes dans le monde, M. Legault estime que le combat contre le terrorisme est d'abord une affaire de services de renseignements où le facteur humain demeure déterminant. «Mais, il faudra obtenir la collaboration des autres pays. Et il s'agit là d'un tournant majeur», conclut-il.